

# La Francophonie économique

Introduction :	p. 1
Première partie – L'éducation : la garantie pour la francophonie de demain	p. 3
a. Une conscience francophone commune : un préalable nécessaire	p. 3
b. L'échange au centre de la formation des citoyens	p. 4
Deuxième partie – L'espace économique : une chance à saisir aujourd'hui	p. 5
a. Le renforcement de la coopération commerciale	p. 5
b. Création d'un réseau professionnel francophone	p. 6
Conclusion	p. 8

---

## *Introduction*

---

Mesdames et Messieurs bonjour,

C'est avec honneur que nous représentons à cette 29ème Assemblée régionale Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, tous les jeunes valdôtains qui ont participé depuis 2001 aux Parlements francophones des jeunes ou aux Parlements Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En tant que jeunes valdotaines ayant des expériences d'études et de travail dans l'espace francophone nous sommes très sensibles à la question de la valeur que pourrait avoir la francophonie dans les relations entre Etats francophones, d'un point de vue économique.

**La réalité valdôtaine** est un milieu particulier. Nous sommes en effet une **région bilingue**, mais le rapport des valdôtains à la langue française est assez ambigu. La langue française est perçue comme une contrainte dans le cadre de l'éducation et de l'administration à tous les niveaux, mais loin d'une langue vivante.

Quelqu'un pourrait penser que la Vallée d'Aoste soit en train de perdre sa francophonie au quotidien. Cela pourrait paraître vrai dans la mesure où cette langue est perçue, pour une bonne partie d'étudiants valdôtains, comme une simple matière d'étude, une contrainte. En effet, beaucoup doit être encore fait pour que notre langue maternelle historique soit

enseignée d'une manière plus efficace, afin que le français garde son attrait de langue vivante et utile. C'est seulement en redonnant un sens complet à une langue que l'on peut franchir le pas pour qu'elle redevienne un réel moyen de communication durable et stable et un pilier pour une économie dynamique.

Et de l'autre côté, pour que le binôme **langue-économie** puisse se mettre en place, il faut faire prendre conscience aux Valdôtains que le monde francophone n'est pas circonscrit à nos régions limitrophes - la Haute-Savoie et le Canton du Valais (pour ce qui concerne la Vallée d'Aoste). La langue de Molière est la langue officielle dans de nombreux pays en plein essor. L'affirmation de l'anglais ne cesse d'augmenter depuis le dernier siècle, celle-ci étant la langue de la politique et du commerce internationaux et de la science. Mais depuis quelques temps elle s'est répandue également dans le langage courant et est utilisée pour communiquer, de plus en plus, dans la vie de tous les jours. Or, le français devrait trouver cette même utilisation dans les pays francophones sur la base de stratégies politiques qui aient une retombée économique et sociale.

C'est donc dans un cadre de "*violence linguistique*" et souvent de modèle culturel anglo-saxon dominant, où l'anglais joue le lion rugissant, que tous les pays francophones doivent faire front commun pour développer une économie qui puisse parler français.

Enfin, mis à part l'aspect purement pratique, le français nous a permis de créer un réseau qui facilite la connaissance réciproque des différentes cultures francophones, ce qui constitue la base pour instaurer des bonnes relations avec des autres personnes, institutions, entreprises autochtones à l'étranger.

De plus, le français s'est révélé utile également pour l'apprentissage d'autres langues qui ont en commun une vaste quantité de vocabulaire ou du moins de racines sémantiques.

Nous aimons le français et nous nous sentons privilégiés de vivre dans un contexte bi-plurilingue où l'italien et le français, langues officielles, coexistent avec l'anglais, les langues régionales indigènes – franco-provençal et parlers alémaniques - et exogènes, issues de l'immigration.

Le fait de nous exprimer en français n'est pas quelque chose d'automatique ou de banal pour nous les jeunes valdôtains. Cela relève d'un **engagement personnel** d'apprentissage, de perfectionnement et de pratique quotidiens, malgré tous les obstacles. Cela relève d'une conscience et d'une responsabilité individuelle et collective accrue, bref d'une volonté.

Nous espérons que notre condition de jeunes habitants d'une région qu'on peut définir « *laboratoire linguistique, social et politique* » tout-à-fait particulier, puisse apporter une contribution originale à la réflexion sur le thème de la francophonie économique aussi aux niveaux institutionnels que commerciaux.

Un défi réel est donc le dialogue entre différentes cultures comme l'affirme le professeur Zygmunt Bauman. La Culture doit privilégier le dialogue comme partie intégrante de l'éducation. Le binôme dialogue-éducation à travers l'apprentissage réciproque est la base des relations dans le futur. Dialoguer signifie surmonter les différences et apprendre des diversités des autres. **Se parler c'est la réelle révolution culturelle** parce que le **dialogue** ce n'est pas un café instantané, il ne donne pas des effets immédiats, parce qu'il est patience, persévérance, profondeur.

C'est parce que nous considérons qu'une collaboration entre pays francophones doit passer en premier lieu à travers une identité culturelle commune que l'on abordera d'abord la question de l'éducation en tant que vecteur d'une conscience francophone.

---

*L'éducation : la garantie pour la francophonie de demain*

---

Dans notre réflexion sur le grand sujet qui nous a été donné, une question s'est posée tout d'abord : est-ce que la francophonie était une entité réelle et dynamique, en somme dans laquelle les citoyens, tous, sont réellement impliqués ?

En effet, pour la création d'une plateforme économique d'échange réelle et privilégiée entre pays francophones, il est essentiel de créer un espace linguistique vivant, utile à une plus ample ouverture d'esprit et une formation plus approfondie de tous les citoyens.

a. Une conscience francophone commune : un préalable nécessaire

Par notre expérience personnelle, on a remarqué que le français tombait pour beaucoup « du ciel ». Il n'était pas du tout vu comme un vécu culturel et une possibilité d'ouverture vers l'avenir et l'autre, mais un acquis indéfini et vide, privé de son sens. Il est évident qu'on ne peut avoir la certitude que des projets ou des alliances commerciales soient solides si les acteurs des échanges eux-mêmes n'ont pas conscience de la valeur et de l'importance de la langue qu'est à la base des accords politiques en faveur d'un réseau économique comme celui francophone.

Il s'avère approprié de proposer une explication de la motivation de notre francophonie, de son développement au sein de nos cultures, mais aussi de ses enjeux pour notre futur. En un mot **se concentrer sur la sensibilisation**. Celle-ci est nécessaire à tous les âges et dans tout contexte, des classes d'école aux événements grand public. Des activités d'échange sur la francophonie, permettraient une ouverture et un partage d'idées qui sont le pilier sur lequel portera ensuite la demande à une coopération de tous les citoyens à la création d'un espace économique commun réel et actif.

En outre de campagnes d'information, il serait souhaitable que tous puissent plasmer à leur sens l'utilité de la francophonie. Il est essentiel d'éviter une imposition de la langue, surtout lors de la formation primaire, en aidant les écoliers, lycéens et étudiants à former leur opinion sur la possibilité que celle-ci offre à eux ou pas, accompagnés par des enseignants et professeurs sensibles et ouverts à la question.

Ici il est fondamental de cerner la notion du **multilinguisme** : la francophonie n'est pas un moyen de limiter l'ouverture vers d'autres langues, ce serait plutôt un premier pas vers une compréhension d'autres codes linguistiques. Pourquoi ne pas comparer alors les différentes grammaires, structures, façons de dire ? Les langues sont un moyen d'ouverture d'esprit non négligeable, une façon d'atteindre l'opinion des autres, la comprendre et pouvoir former sa vision du monde. Il faudrait les voir comme un outil de voyage dans l'esprit humain, plutôt qu'une borne sans issue. Les idiomes ne sont pas du tout là pour limiter la pensée critique ou

la créativité de chacun. Justement dans cette période de remise en question des valeurs occidentales et européennes, retrouver une conscience de communauté, aller au-delà des nationalismes pour retrouver une **culture tolérante des différences de chacun**, dans le simple fait de pouvoir communiquer et échanger dans un espace commun, est essentiel.

**« Comprendre tout d'abord, maîtriser ensuite »**

Le français est une langue vivante comme le sont toutes ses déclinaisons diverses, dont le patois valdôtain est un exemple. Cerner l'utilisation actuelle de la langue, quels autres peuples l'utilise, et y voir une utilité de langue de tous les jours et non-seulement de langue figée, morte, reléguée dans un livre de grammaire, est primaire. L'apprentissage de ses nuances, des obstacles qu'elle nous pose, en somme sa maîtrise, viennent ensuite. On n'est certes pas nés en déclamant des vers littéraires dans notre langue maternelle, on a appris au fur et à mesure de l'écoute et de l'échange avec les autres. **L'apprentissage à travers l'expérience devient ainsi un acquis.** Seulement à travers le **vécu personnel** et de nos proches, on pourra connaître d'autres identités culturelles proches aux nôtres. Ainsi le storytelling, un terme anglo-saxon pour définir le simple fait de véhiculer notre histoire, nos expériences, notre ressenti, est un simple moyen pour comprendre finalement celui des autres. L'apprentissage devient non-formel et se fait au-delà des livres, en partageant une langue commune et les valeurs qui s'ensuivent, dont l'esprit critique, pied de départ pour la créativité, essentielle à une nouvelle vision de l'économie locale et internationale.

b. L'échange au centre de la formation des citoyens

Il est ainsi logique de penser que pour créer un espace linguistique, berceau de celui économique, un échange nourrissant et formateur au sein de l'espace francophone serait basique.

On ne peut pas se renfermer dans une bulle pour apprendre le français, d'autant plus que, grâce à l'apport des autres, on peut comprendre la plus-valeur de parler cette langue. Nos similitudes et différences s'exprimeraient dans l'échange, devenant ainsi un moyen de formation pour être à même de gérer toute situation se présentant à nous. Pensons par exemple à l'acceptation de l'étranger, à l'élasticité mentale nécessaire pour aller au-delà de la peur et de la crainte du différent. Faire preuve d'ouverture d'esprit n'est pas un exercice impromptu ni un talent naturel : ceci vient de l'apprentissage de la connaissance de l'autre de soi à travers le vécu personnel. Une formation de citoyen du monde conscient de ses racines, mais aussi des enjeux du futur est indispensable d'autant plus dans le contexte actuel de globalisation et internationalisation continuelle.

Des tandems avec des étudiants ou enseignants d'autres pays devrait devenir une habitude.

Un plus enrichissant, ouvert à tous les citoyens, promu institutionnellement et dans les secteurs publics, mais aussi dans ceux privés. Pourquoi ne pas permettre l'accès à la francophonie à toutes les classes sociales ? Un boulanger et un plombier, par exemple, devraient eux aussi pouvoir faire leur apprentissage dans d'autres pays, pour connaître d'autres modèles et façons de travailler.

Les échanges devraient se faire aussi en classe, où d'autres enseignants de pays francophones pourraient donner une nouvelle perspective sur la langue. Ainsi ce serait l'occasion pour élèves et enseignants mêmes d'explorer les autres pays francophones, dans leur cas spécifique connaître les difficultés rencontrées dans les autres pays francophones et pouvoir implémenter leur méthode.

Ceci dit les agents publics aussi pourraient, en élargissant le spectre des activités déjà menées à bien, connaître d'autres systèmes institutionnels et de travail à travers des séminaires d'échange. Une communication et collaboration plus étroite entre bureaux serait le moyen de développer des nouvelles activités communes

Ceci serait ainsi utile de relancer les échanges francophones au niveau universitaire : un nombre croissant de licences binationales voir trinationales devrait être présent, mais pas seulement avec les pays voisins ou plus conventionnellement francophones. Des cours en langue avec des professeurs invités, un échange au sein des pôles d'excellence ou de recherche serait une ouverture à de nouvelles visions, loin du simple chez-nous, assez importante.

Certes la question se pose : qui s'occupera de la **gestion** de tout cela ? Comment organiser une telle fioriture de **coopération** internationale au sein de l'espace francophone ? Pourquoi ne pas élargir le programme d'action de la section Europe de l'Apf, en élargissant le champ d'action du PAC pour un bureau spécifiquement culturel et de l'échange s'occupant de tisser le réseau, relier les acteurs et financer les projets plus prometteurs.

L'**accessibilité** de l'activité de l'APF est aussi à considérer : en organisant des moments de confrontation non-seulement pour vous, les parlementaires, mais aussi pour les citoyens, surtout les jeunes, par exemple. Digitalisation, communication, et participation sont ici les mots clés. Une ouverture aussi de fait des institutions, par un réseau de stagiaires dans les différents parlements serait un atout. Une offre de bourses pour promouvoir la mobilité au sein des études et de l'apprentissage, pour la formation continue dans l'espace francophone serait à développer, ainsi qu'une accessibilité aussi vouées à la réduction des inégalités au sein de la société, pour un développement soutenable et partagé de l'économie.

L'ouverture d'esprit n'est un privilège de personne et la francophonie serait justement le moyen de donner un futur moins indéfini à beaucoup de jeunes, leur offrant des chances nouvelles ainsi qu'une autre vision du monde, loin de la simple vision renfermée sur celui connu jusque là. C'est seulement à travers l'ouverture qu'ils pourront aussi retrouver le plaisir du « chez-eux », et s'engager d'avantage dans l'économie réelle.

Ayant constaté que la conscience francophone est un préalable indispensable, nous pouvons à présent aborder la question de la coopération économique.

---

### *L'espace économique : une chance à saisir aujourd'hui*

---

On parle trop souvent de crise des valeurs, crise de l'économie, crise de confiance envers le pouvoir public... Selon nous, la mise en place d'une plateforme économique inexplorée permettrait de relancer nos systèmes, de les ramener à la taille humaine de l'échange et de la mise en commun de ressources commerciales et professionnelles.

#### a. Renforcement de la coopération commerciale

Partons d'une simple considération : le français étant une valeur commune à nous tous, les échanges ne sont pas sous la contrainte de l'intermédiation linguistique. C'est d'ailleurs ce qu'a permis à l'anglais d'acquérir une telle force dans ces dernières décennies. Nous voyons bien que les relations pourraient être beaucoup plus simples entre pays francophones. Il y aurait une facilité à promouvoir rien qu'une simple curiosité vis-à-vis des autres cultures.

C'est ainsi qu'une langue devient un point de force, car si l'on s'intéresse à la culture on s'intéresse aux produits, aux activités économiques.

S'agissant du commerce, on constate déjà que des produits que je définirais des AOF (appellation d'origine francophone) sont le plus commercialisés dans des pays ayant en commun la langue avec ces marchandises. Mais si c'est bien le cas pour les grandes entreprises, il n'en va pas toujours de même pour les PME. C'est pourquoi il serait bon de réfléchir à des solutions permettant le développement des petits entrepreneurs.

Tout d'abord le développement des échanges devrait passer par une information des producteurs, qui devraient connaître les produits et les matières premières de pointe des pays francophones partenaires. Lors du processus de production, en effet ils pourraient être amenés à choisir un produit AOF pour leur chaîne de production plutôt qu'un autre. Cela amènerait à une favorisation d'échange de matières premières et de biens d'importation entre pays francophones. Mais pour que cette information passe à travers les producteurs, on ne peut penser que cette démarche soit faite seulement par les privées : les administrations publiques, en effet, devraient créer un réseau d'information commerciale afin que la connaissance de la gamme de produits francophones soit homogène dans le secteur industriel.

Favoriser les liens et la coopération entre entreprises du même secteur serait également un point non négligeable, en ce qu'un réseau commercial pourrait rendre plus compétitives les petites productions. L'encouragement d'une telle démarche pourrait passer par des prix qui seraient décernés aux entreprises francophones ayant réalisé la meilleure collaboration, ou ayant eu les meilleures idées pour le développement d'une francophonie économique.

Le tourisme est un secteur qui nous est particulièrement cher ici en Vallée d'Aoste. Les échanges et la circulation d'individus sont favorisées du fait d'un sentiment de confort qui est ressenti lorsque l'on passe les vacances dans un pays francophone (on se sent plus à l'aise à commander un café en français plutôt qu'en anglais). Si on prend l'exemple de la population valdôtaine on constatera que les valdôtains qui se déplacent en Suisse francophone sont bien plus nombreux de ceux qui se rendent en Suisse allemande, bien que les deux cantons soient facilement accessibles depuis notre région. Encore une fois, nous souhaitons mettre l'accent sur les petites réalités touristiques francophone. En effet les destinations principales des francophones se résument à la France et ses plages pour l'été et à la Suisse et à ses montagnes pour l'hiver. Cela parce que souvent l'information ne passe pas entre les individus qui ne peuvent donc pas connaître des régions d'Europe ou du reste du monde où l'on parle français. Il serait donc souhaitable qu'une plateforme pour le tourisme francophone soit mise en place afin de favoriser les séjours dans des pays francophones.

On a parlé de secteur commercial, d'entreprises, de secteur privé. Mais lorsque l'on parle entreprise il faut d'abord tenir compte des individus, notamment des travailleurs. C'est pourquoi il convient d'aborder aussi la question d'un réseau professionnel francophone.

#### b. Création d'un réseau professionnel francophone

On vient de vous exposer les problématiques et les possibles solutions concernant les ententes qu'il pourrait y être entre personnes privées et administrations publiques afin d'arriver à créer

des relations économiques stables et durables qui favorisent les produits et, par conséquent, la visibilité des pays francophones. Or, les acteurs premiers de l'économie et de l'industrie sont les personnes, tout particulièrement les travailleurs, qui doivent être protégés et formés dans le cadre d'une coopération entre pays francophones, afin que la collaboration économique puisse se faire dans un cadre respectueux des droits de l'homme et des libertés individuelles, pour que les citoyens puissent s'épanouir dans le monde professionnel.

Il convient d'abord d'aborder la question des non-travailleurs. Le chômage est un problème qui touche tous les pays d'Europe et du monde entier. Certains secteurs sont plus alléchants que d'autres, c'est pourquoi la concurrence est féroce lorsqu'il s'agit d'y rechercher un travail. Si l'on s'enferme dans le cadre national, on pourra tenter toutes les réformes de l'emploi possibles : reste le fait que le nombre de postes disponibles variera de peu. Maintenant, si l'on imagine un marché du travail plus ample, européen, où les postes de travail sont pris en considération sur l'ensemble des pays partenaires, cela pourrait augmenter les chances d'un individu à la recherche d'un emploi d'être satisfait. En effet le grand blocage des travailleurs lorsqu'il recherchent une occupation à l'étranger passe par 2 difficultés majeures : l'obstacle d'une langue qui n'est souvent pas la leur et le manque d'un réseau qui les aide à trouver un emploi dans un pays qui ne leur est pas familier. Avec la création d'une plateforme francophone de recherche de l'emploi, la langue ne constituerait plus un frein et l'information sur les possibilités de trouver un emploi passerait mieux. Les difficultés majeures seraient donc éliminées, la seule limite restante étant celle du déplacement dans un pays étranger. Mais ce que j'ai exposé tout à l'heure s'agissant du tourisme est valable aussi pour l'emploi : psychologiquement un francophone serait plus apte à se déplacer dans un pays où l'on parle français, car la connaissance de la langue le ferait sentir plus à son aise. Les valdôtains constituent un exemple de cette dynamique vu le nombre d'entre eux qui se déplacent afin de travailler en France ou en Suisse francophone.

S'agissant de la recherche d'emploi, il faut aussi considérer que des qualifications différentes sont requises selon les différents pays. Une harmonisation en matière de reconnaissance de diplômes et de qualifications professionnelles devrait donc être faite. En effet il serait contreproductif de demander en Belgique et au Luxembourg un diplôme de plus ou de moins pour un même emploi alors que les capacités professionnelles des individus seraient les mêmes.

Si l'on considère maintenant les travailleurs, le développement des économies, en particulier celles plus désavantagées, serait facilité par un échange entre pays francophones. Comme Eloïse en a fait un exemple toute à l'heure s'agissant des enseignants, le même discours peut être fait pour les professionnels des autres secteurs. En effet la façon de travailler dans différents domaines est abordée d'une manière qui n'est pas la même selon les pays. Les machines et les techniques de travail peuvent être différentes. L'information qui passerait entre les professionnels des pays, permettrait donc de retenir les atouts du mode de gestion et de professionnalisation d'un secteur donné et de les appliquer chez eux, en améliorant l'efficacité des travailleurs et donc de la gestion même du secteur. Il en découle que des

échanges en formation continue seraient bénéfiques pour le développement et l'économie francophone.

Enfin, il convient d'aborder la question de la protection des travailleurs : le modèle social diffère également d'un pays à l'autre. Si l'on veut favoriser l'échange et le déplacement des travailleurs, il est nécessaire d'harmoniser les législations, tant que possible, en matière de protection des salariés et des employeurs, de façon à ce qu'une réalité francophone ne prenne pas le dessus sur une autre. Une organisation tripartite sur le modèle de l'Organisation Internationale du Travail pourrait être envisagée pour que les représentants des salariés, des employeurs et des administrations publiques puissent se réunir et réfléchir à des modes de collaboration et de développement dans le domaine du droit du travail.

Nous avons abordé la question de la coopération commerciale et professionnelle en tenant compte des réalités locales plutôt que de celles globales. En tant que jeunes valdôtains, nous avons souhaité nous concentrer sur ces questions, étant donné que les PME et les professions libérales font partie de notre économie. Et c'est en grandissant dans une réalité telle que la nôtre que l'on a pu constater l'effort et la passion que les individus mettent tous les jours dans leur travail méritent une considération égale à celle dont bénéficient les grands chiffres d'affaires des entreprises multinationales.

---

### *Conclusion*

---

Cela dit, il est clair qu'il faut mettre en œuvre une **stratégie culturelle et économique commune** à tous les pays francophones dans différents domaines. Mais nous, régions francophones d'Europe, nous avons le devoir d'agir au niveau local de façon conjointe. Voilà pourquoi **des réseaux** comme l'Assemblée Europe de l'APF, le Comité mixte Jura-Vallée d'Aoste-Fédération Wallonie/Bruxelles sont des plateformes de communication, d'échange de pratiques et des lieux de décision et de coordination très importants pour atteindre cet objectif.

Nous croyons en une stratégie économique francophone, qui constitue une **alternative ou un complément** au développement économique relevant de la globalisation, qui oublie souvent les droits humains, la richesse et la diversité culturelle et linguistique des différents pays et régions du monde. Nous croyons en une stratégie économique pour la Francophonie qui sache concilier la croissance économique avec une société qui soit inclusive, en se concentrant sur lutte contre la pauvreté et les inégalités, la sauvegarde de l'environnement et la promotion du patrimoine culturel et linguistique – avec une approche solidaire. Pour cela, du travail doit être fait pour approfondir les processus démocratiques et pour renforcer l'état de droit, la gouvernance, les droits humains et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour ce faire, il faut que les institutions **créent les conditions** pour offrir une formation, de base et professionnelle de qualité, en favorisant une information claire et accessible, aussi bien sur les possibilités d'affaires que sur les instruments disponibles.



Un effort doit être fait pour marquer le défi de la croissance de la population jeune, en quête d'emploi et de perspectives d'avenir. Il faudra que les pays francophones combinent les efforts des différents acteurs – États et administrations, investisseurs et entrepreneurs – pour répondre à ces défis.

Faire du **français un vecteur d'intégration** et de croissance économiques devient difficile dans un **monde anglophone** alors que dans le diplomatique/économique pourrait encore avoir une chance.

**Les objectifs à privilégier sont donc:**

- **Les jeunes et leur conception de la langue comme vecteur d'intégration régionale et de coopération interrégionale/internationale et de croissance économique;**
- **Constitution et digitalisation de réseaux privilégiés institutionnels, professionnels et des entreprises francophones pour densifier les relations économiques et améliorer l'environnement des affaires;**
- **Conciliation de croissance économique hétérogène entre les Pays du Nord et du Sud, lutte contre la pauvreté et les inégalités, sauvegarde de l'environnement et préservation du patrimoine culturel.**

En conclusion, nous ressentons une **responsabilité de donner notre contribution** à cette réflexion à l'occasion de cette 29ème Assemblée régionale Europe de l'APF et nous nous réjouissons de pouvoir continuer à nous engager dans ce domaine pour présenter le français non seulement comme une langue de culture, mais aussi de réussite.

Nous proposons, à cet effet, que soit créé un réseau de jeunes des Parlement Jeunesse/PFJ à ce sujet afin de pouvoir mener à bien une collaboration et une réflexion commune.

Merci

Document conçu à travers la collaboration de :

**Eloïse Villaz**, 20 ans, Etudiante au campus franco-allemand de Sciences Po Paris. Membre du Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles de 2016.

*Première partie - L'éducation : La garantie pour la francophonie de demain*

**Elizabeth Pastoret**, 22 ans, étudiante à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense en Master de Droit international des affaires. Membre du Parlement Jeunesse de la Fédération Wallonie Bruxelles de 2015.

*Seconde partie - L'espace économique : une chance à saisir aujourd'hui*

**Isabella Petroz**, fonctionnaire régionale. Première jeune parlementaire francophone valdôtaine au PJF en Québec.

*Introduction et conclusions*

29e Assemblée régionale Europe de l'APF  
Saint-Vincent, 27 et 28 septembre 2016

Elizabeth Pastoret, Isabella Petroz, Eloïse Villaz



# LA FRANCOPHONIE ECONOMIQUE VUE PAR LES JEUNES VALDOTAINS

29e Assemblée régionale Europe de l'APF  
Saint-Vincent, 27 et 28 septembre 2016

Elizabeth Pastoret, Isabella Petroz, Eloïse Villaz



# LA FRANCOPHONIE ECONOMIQUE VUE PAR LES JEUNES VALDOTAINS

*Réalité valdotaine > région bilingue*

*Liaison langue-économie*

*"violence linguistique"*

## **La francophonie et nous: pourquoi cette réflexion?**

*Réseau de connaissances*

*engagement personnel*

*"Laboratoire linguistique, social et politique"*

*"Se parler c'est une réelle révolution culturelle"*

**DIALOGUE**

# L' éducation : la garantie pour la francophonie de demain

Un espace linguistique vivant, pour une **ouverture d'esprit** grâce à une **formation plus approfondie de tous**

→ **Conscience commune: préalable nécessaire**

- Le français "tombant du ciel", langue morte et reléguée dans les livres...

➤ **sensibilisation à une francophonie nouvelle**



Multilinguisme et francophonie

*créativité et pensée critique*

**Culture tolérante de l'espace commun:  
une revalorisation des acquis remis en  
question**

***Comprendre pour maîtriser ensuite***

Formation par le vécu

*acceptation du différent*

*enjeux actuels*

Un espace linguistique, berceau de l'économie

## L'échange au centre de la formation des citoyens

enseignement espace francophone

*Tandems*

Secteur public  
et privé



## **Accessibilité**

*Stages, bourses, engagement*

## **Gestion de la coopération**

**Une vision moins renfermée du  
simple "chez-nous"**

*Bureau culturel ou liens plus  
étroits parlements?*



# L'espace économique: une chance à saisir aujourd'hui

Langue → culture

Culture = produits

Notion de produits AOF  
(Appellation d'Origine Francophone)

#### Renforcement de la coopération commerciale

##### Objectifs

- Informer les producteurs
- Favoriser la coopération entre entreprises  
du même secteur (ou de complémentaires)

#### création d'un réseau professionnel francophone

- Plateforme francophone de  
recherche de l'emploi
- Equivalence des diplômes
- Favorisation de l'échange des  
professionnels
- Harmonisation des législations sociales  
via une organisation bilatérale

#### Economie = personnes

Il est fondamental de  
se concentrer sur les **réalités locales**  
plutôt que sur les géants de l'économie.

## Renforcement de la coopération commerciale

Objectifs :

- Informer les **producteurs**
- Favoriser la **coopération** entre entreprises du **même secteur** (prix de collaboration)

## ***création d'un réseau professionnel francophone***

- ***Plateforme francophone de recherche de l'emploi***
- ***Equivalence des diplômes***
- ***Favorisation de l'échange des professionnels***
- ***Harmonisation des législations sociales via une organisation tripartite***

**Economie = personnes**

*Il est fondamental de :  
se concentrer sur les **réalités locales**  
plutôt que sur les géants de l'économie.*



## Les défis à relever:

- **Les jeunes et leur conception de la langue**
- **Constitution et digitalisation réseaux privilégiés**
- **Conciliation de croissance économique et autres enjeux actuels**

29e Assemblée régionale Europe de l'APF  
Saint-Vincent, 27 et 28 septembre 2016

Elizabeth Pastoret, Isabella Petroz, Eloïse Villaz



# LA FRANCOPHONIE ECONOMIQUE VUE PAR LES JEUNES VALDOTAINS